

DIAL 3464

BRÉSIL - Message de la 14^e Rencontre régionale des communautés ecclésiales de base du Mato Grosso

mercredi 25 juillet 2018, mis en ligne par [Dial](#)

La 14^e Rencontre régionale des communautés ecclésiales de base (CEB) du Mato Grosso a eu lieu du 7 au 10 septembre 2017 à São Félix do Araguaia. Voici la traduction de sa déclaration finale, publiée sur le site des [CEB du Brésil](#) le 15 septembre 2017.



São Félix do Araguaia, Mato Grosso, 10 septembre 2017.

« J'ai vu la misère de mon peuple... Je l'ai entendu crier sous les coups... et je suis descendu pour le délivrer... » (Ex. 3,7-8)

Nous, participants à la 14^e Rencontre régionale des CEB, sommes venus des diocèses de Juína, de Sinop, de Cáceres, de Cuiabá, de Primavera do Leste-Paranatinga, de Rondonópolis-Guiratinga, de Barra do Garças et de l'évêché de São Félix do Araguaia, de Brasília, de Goiânia et Uruaçu. Nous nous sommes réunis au Centre communautaire Tia Irene, à São Félix do Araguaia, du 7 au 10 septembre 2017, pour réfléchir ensemble et élaborer un plan d'action face aux défis que pose la situation urbaine et rurale du

Mato Grosso.

Au cours des débats, des célébrations, dans les chants et les danses, nous nous sommes remémorés le chemin parcouru par nos communautés, particulièrement celle de l'évêché de São Félix, qui portent en elles l'espérance et le rêve de Jésus de Nazareth, en communion avec les autres évêques et les diocèses qui ont vécu intensément cette rencontre.

Notre regard s'est tourné vers la situation de nos cités et de nos communautés urbaines et rurales. Nous y voyons naître des initiatives sources de vie, mais nous y entendons aussi résonner l'écho de la souffrance des eaux, des forêts et des savanes. Ils sont dégradés par la pollution du sol et des rivières, par l'agrobusiness et la prédation des grandes exploitations, par l'implantation de mégaprojets tels que la construction de barrages hydrauliques et par l'expropriation des biens et des richesses naturelles sous la pression des industries minières et du capital financier, national et international.

Nous avons entendu aussi la clameur des peuples indiens, des riverains des cours d'eau et des habitants des quilombos [1], qui luttent pour préserver leur droit sacré à la terre ; le cri des jeunes des villes et des campagnes, des femmes, des familles et des déshérités des périphéries de nos villes, défigurés par la faim et par la discrimination ethnoraciale, par le déni des diversités culturelles, par la violence urbaine et rurale, par le manque de travail, d'une éducation convenable, d'un habitat digne, d'un accès de tous à un service public de santé, complet et de qualité.

Des cris se font entendre aussi au sein des populations, des communautés, des organisations et des mouvements : ils se réorganisent et proposent des projets alternatifs comme l'agroécologie, une agriculture paysanne et familiale, l'économie solidaire, des processus d'éducation orientés vers l'autonomie, la redistribution de la terre par la réforme agraire, l'accès aux moyens de communication, la participation aux instances de définition et de contrôle des politiques publiques, l'accueil des diversités culturelles, de genre et d'orientation sexuelle. Il est également vif et stimulant le cri des jeunes qui demandent reconnaissance, attention et participation à la pastorale, avec, tout particulièrement, le renforcement de la Pastorale de la jeunesse.

Nous marquons notre indignation devant les décisions politiques et économiques prises par un gouvernement illégitime qui massacre les travailleurs avec ses réformes de la prévoyance sociale et ses lois sur le travail. Nous sommes également indignés par la série de reculs liés aux décrets qui légalisent la déforestation en Amazonie et la mainmise sur les terres. Dans ce contexte, nous avons besoin d'une nouvelle conscience éthique et politique qui nous aide à repenser le modèle socio-économique et politique qui engendre l'exclusion et la mort. Nous ne pouvons pas manquer de manifester notre indignation face à la violence employée à l'encontre des leaders paysans et indiens, qui luttent pour défendre les droits humains, particulièrement dans la région de Cuiabá. Nous dénonçons le massacre survenu à Colniza, qui a cruellement tué par balles neuf travailleurs, et également le massacre de Pau d'Arco dans l'Etat du Pará, ainsi que la violence exercée à l'égard du peuple gamela dans l'État du Maranhão.

Nous sommes encore plus convaincus que les communautés ecclésiales de base sont porteuses d'une nouvelle manière de faire Église, qui s'exprime dans l'option pour les pauvres et dans le prophétisme d'une action pastorale qui s'adresse au peuple là où il se trouve. Une Église caractérisée par un renforcement du réseau des communautés et par la formation permanente des responsables. Une Église qui a besoin de l'appui sans réserve de ses évêques et de ses prêtres pour accomplir sa mission de transformation sociale.

Nous rejoignons nos communautés, soutenus par la bénédiction du Dieu de la vie et de l'espérance. Nous sommes encouragés sur notre chemin par le témoignage des martyrs et par celui de Pedro Casaldàliga, prophétique, porteur d'amour et d'espoir. Avec Marie, mère de Jésus de Nazareth, qui nous accompagne dans notre marche en quête d'un autre monde possible.

Amen ! Awire ! Axé ! Alleluia !

- **[Dial](#) - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3464.**

- Traduction de Lucile et Martial Lesay pour DIAL.

- Source (portugais) : [site des CEB du Brésil](#), 15 septembre 2017.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, les traducteurs, la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Les quilombos sont à l'origine des communautés créées par des esclaves africains ou afrodescendants en fuite, rejoints plus tard par d'autres personnes venues s'y réfugier - note DIAL.